

---

## La Banque nationale en bref

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK







# La Banque nationale en bref



Introduction	5
1 Le mandat de la Banque nationale	6
2 La stratégie de politique monétaire	9
3 La mise en œuvre de la politique monétaire	14
4 L’approvisionnement en numéraire	21
5 Le rôle de la Banque nationale dans le trafic des paiements sans numéraire	24
6 La gestion des actifs	26
7 La contribution de la Banque nationale à la stabilité financière	30
8 La coopération monétaire internationale	35
9 L’indépendance, l’obligation de rendre compte et les relations avec la Confédération	40
10 L’entreprise Banque nationale	43
11 Les fondements juridiques	50
Annexes	
1 Publications et moyens d’information	54
2 Bilan de la Banque nationale	58
3 Adresses	60



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK

# Introduction

---

La Banque nationale suisse (BNS) est la banque centrale du pays. Elle exerce le monopole d'émission des billets de banque et est chargée de conduire la politique monétaire de la Suisse. Conformément à la Constitution et à la loi, la Banque nationale remplit ses tâches de manière indépendante, mais communique à intervalles rapprochés avec le Conseil fédéral, rend compte à l'Assemblée fédérale et informe régulièrement le public de ses activités.

La présente brochure décrit les principales tâches et l'organisation de la Banque nationale. Le chapitre 1 présente le mandat et l'histoire de la BNS. Le chapitre 2 commente la stratégie adoptée par la BNS pour atteindre l'objectif de la stabilité des prix et les considérations qui la guident dans ses décisions de politique monétaire. Le chapitre 3 explique quels sont les instruments dont dispose la BNS pour mettre en œuvre ses décisions de politique monétaire. Le rôle de la BNS dans l'approvisionnement en numéraire fait l'objet du chapitre 4. Le chapitre 5 porte sur la contribution de la BNS au bon fonctionnement du trafic des paiements sans numéraire. Le chapitre 6 traite des actifs de la BNS, de leurs fonctions et des critères régissant leur gestion. La contribution de la BNS à la stabilité du système financier est présentée au chapitre 7. Les institutions et comités internationaux auxquels participe la BNS sont énumérés au chapitre 8. Quant au chapitre 9, il est consacré à l'indépendance de la BNS et à sa contrepartie, l'obligation de rendre compte, mais aussi aux relations entre la BNS et la Confédération. Le chapitre 10 décrit l'organisation de la BNS et présente l'organigramme de l'entreprise. Enfin, le chapitre 11 résume les fondements juridiques sur lesquels reposent les activités de la Banque nationale.

Les annexes proposent une liste des principales publications et des moyens d'information les plus importants de la Banque nationale, une visualisation du bilan sous forme de graphiques et une liste des adresses.

La présente brochure est publiée en langues française, allemande, italienne et anglaise. Elle peut être obtenue auprès de la Bibliothèque de la BNS et est disponible, avec d'autres informations plus détaillées, sur le site Internet de la Banque nationale ([www.snb.ch](http://www.snb.ch), Publications).

En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale conduit la politique monétaire du pays. Son mandat consiste à mener une politique monétaire conçue de telle sorte que la monnaie garde sa valeur et que l'économie puisse se développer de manière optimale. Il est énoncé dans la Constitution et dans la loi sur la Banque nationale (LBN). L'art. 99 de la Constitution fédérale assigne à la Banque nationale la tâche de conduire, en tant que banque centrale indépendante, une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays. Ce mandat est précisé à l'art. 5, al. 1, LBN: «Elle [la Banque nationale] assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.»

## Origine des banques centrales

Un système monétaire bien organisé et stable est l'une des principales conditions d'une économie prospère. Avec le passage à des Etats modernes, la création de monnaie et l'organisation du système monétaire ont été confiées en général à des institutions publiques, les banques centrales.

Les banques centrales ont des origines diverses. Parmi les plus anciennes, plusieurs d'entre elles étaient au départ des banques d'Etat chargées d'accorder des crédits à l'Etat et de gérer le patrimoine public. D'autres ont été fondées afin de renforcer la stabilité du système bancaire et de contrer les fréquents mouvements de panique qui affectaient les banques.

Une troisième catégorie de banques centrales, dont la Banque nationale suisse fait partie, ont pris le relais d'instituts d'émission privés. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse comptait plusieurs banques cantonales et banques privées qui émettaient des billets de banque et se faisaient concurrence. Dans le sillage du développement rapide de l'économie suisse et de son intégration croissante dans l'économie mondiale, les intérêts des instituts d'émission privés coïncidaient de moins en moins avec les besoins de l'économie. Cette situation se traduisait notamment par un approvisionnement insuffisant du pays en billets de banque. Des voix toujours plus nombreuses réclamèrent alors la création d'un établissement central auquel serait octroyé le monopole d'émission des billets de banque. En 1891, la Constitution fédérale a été complétée par un article conférant à la Confédération le droit exclusif d'émettre des billets de banque. Mais il fallut attendre encore quinze ans avant que la loi fédérale sur la Banque nationale suisse n'entre en vigueur, début janvier 1906. Auparavant, le projet d'une banque d'Etat avait été rejeté par le peuple. La Banque nationale a commencé son activité en tant que banque centrale indépendante en juin 1907.

**Fondation de la  
Banque nationale  
suisse**

A l'époque de la fondation de la Banque nationale, les monnaies étaient rattachées à l'or dans quasiment tous les pays. La Banque nationale avait alors pour tâche «de servir, en Suisse, de régulateur du marché de l'argent et de faciliter les opérations de paiement». Elle était tenue d'échanger sur demande les billets de banque contre de l'or.

**Transformation  
du régime monétaire**

Depuis, l'économie mondiale a fortement changé. L'or n'est plus l'élément-clé du système monétaire international, et les billets de banque ont perdu de leur importance au profit de la monnaie scripturale. Mais le mandat confié à la Banque nationale, à savoir mener une politique monétaire conçue de telle sorte que la valeur de la monnaie reste stable et que l'économie puisse prospérer, est demeuré inchangé.



La stabilité des prix est une condition essentielle de la croissance et de la prospérité. L'inflation (une hausse persistante du niveau des prix) comme la déflation (une baisse persistante du niveau des prix) entravent le développement de l'économie. Elles empêchent les prix de remplir pleinement leur fonction, qui consiste à favoriser une utilisation aussi productive que possible de la main-d'œuvre et du capital, et entraînent des effets de redistribution des revenus et des richesses.

La stratégie de politique monétaire indique comment la Banque nationale entend remplir son mandat légal. Elle comprend trois éléments: une définition de la stabilité des prix, une prévision d'inflation conditionnelle portant sur les trois années suivantes et le taux directeur de la BNS.

**Stratégie de  
politique monétaire**

La Banque nationale définit la stabilité des prix comme une hausse annuelle inférieure à 2% de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC). La déflation est elle aussi contraire à l'objectif de stabilité des prix. Dans sa définition, la Banque nationale tient compte du fait qu'elle ne peut influencer avec précision sur l'inflation et que l'IPC tend à surestimer quelque peu le renchérissement.

**Définition de la  
stabilité des prix**

## Prévision d'inflation conditionnelle

La prévision d'inflation publiée chaque trimestre par la Banque nationale sert d'indicateur principal pour la prise de décisions en matière de politique monétaire et constitue un élément central de la communication de la BNS. La prévision d'inflation porte sur les trois années suivant la décision de politique monétaire, ce qui reflète l'orientation de la politique monétaire sur le moyen terme. La Banque nationale prend ainsi en considération le fait que la production et les prix réagissent avec un décalage souvent important aux impulsions provenant de la politique monétaire. Par ailleurs, la BNS tient compte, dans ses décisions de politique monétaire, de nombreux indicateurs relatifs à l'évolution conjoncturelle et monétaire en Suisse et à l'étranger, ainsi qu'à la stabilité financière (voir chapitre 7).

La prévision d'inflation de la Banque nationale repose sur l'hypothèse que le taux directeur de la BNS communiqué au moment de sa publication restera constant durant toute la période sur laquelle elle porte. Il s'agit donc d'une prévision conditionnelle, qui reflète l'appréciation de la Banque nationale concernant l'évolution des prix à la consommation si la politique monétaire demeure inchangée. La Banque nationale permet ainsi au public de mieux évaluer si des mesures de politique monétaire pourraient s'avérer nécessaires. La prévision d'inflation publiée par la Banque nationale n'est pas comparable aux prévisions établies par des banques ou des centres de recherche, lesquelles intègrent généralement les anticipations de leurs auteurs en matière d'adaptation des taux d'intérêt.

## Taux directeur de la BNS

La Banque nationale fixe le niveau de son taux directeur et communique de cette manière ses décisions de politique monétaire. Elle vise à maintenir les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé à un niveau proche de celui de son taux directeur. Elle concentre son attention sur le SARON (Swiss Average Rate Overnight), un taux de l'argent au jour le jour, qui est le plus représentatif des taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé en francs (voir chapitre 3, encadré «Passage du Libor au SARON»).

La Banque nationale assure la stabilité des prix en influant, par ses opérations de politique monétaire, sur les taux d'intérêt et en adaptant ceux-ci à la situation économique du moment. Les taux réels, soit les taux nominaux corrigés de l'inflation, jouent à cet égard un rôle important. En général, une baisse des taux d'intérêt réels stimule la demande et fait monter les prix des biens et des services, alors qu'une hausse des taux d'intérêt réels freine la demande et a un effet modérateur sur l'évolution des prix. Les banques centrales agissent certes sur les taux d'intérêt nominaux à court terme, mais comme le niveau des prix évolue lentement, elles influent, à court terme, également sur les taux d'intérêt réels.

**Influence sur les  
taux d'intérêt**

Une politique monétaire indépendante ayant pour objectif la stabilité des prix présuppose des changes flottants. Cela ne signifie pas pour autant que la Banque nationale ne soit pas attentive à l'évolution des cours de change. Comme le franc sert de valeur refuge aux investisseurs dans les périodes de grande incertitude, il a alors tendance à s'apprécier, ce qui affecte l'inflation et la conjoncture. Les fluctuations des cours de change se répercutent ainsi sur les décisions de politique monétaire de la Banque nationale. Si la BNS adapte les taux d'intérêt ou intervient sur le marché des changes, elle influe à son tour sur les cours de change.

**Rôle des cours  
de change**

Des taux d'intérêt se situant à des niveaux très bas réduisent la marge de manœuvre pour de nouvelles baisses de taux. Si, dans un tel environnement, une banque centrale souhaite assouplir davantage sa politique monétaire, elle doit prendre d'autres mesures de politique monétaire, dites non conventionnelles. Les principales mesures de cette nature adoptées par la Banque nationale durant les dernières années ont porté sur des interventions sur le marché des changes, la fixation temporaire d'un cours plancher pour l'euro et l'introduction d'un taux d'intérêt négatif sur les avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent à la BNS. La facilité de refinancement BNS-COVID-19 (FRC), créée en mars 2020 afin d'atténuer les retombées économiques de la pandémie, est elle aussi une mesure non conventionnelle (voir également chapitre 3).

**Mesures non  
conventionnelles**

## Examen trimestriel de la situation économique et monétaire

La Banque nationale procède à un examen approfondi de la situation économique et monétaire en mars, en juin, en septembre et en décembre. Cet examen conduit à une décision de politique monétaire. La Banque nationale motive sa décision dans un communiqué de presse, qui contient également la prévision d'inflation conditionnelle. En juin et en décembre, elle commente en outre sa politique monétaire lors d'une conférence de presse. Si les circonstances l'exigent, elle peut prendre des mesures de politique monétaire à tout moment, sans attendre le prochain examen de la situation économique et monétaire. Les facteurs jouant un rôle dans les décisions de politique monétaire sont présentés dans le Rapport sur la politique monétaire, publié dans le *Bulletin trimestriel* de la BNS.

### PRIX À LA CONSOMMATION

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.



La Banque nationale met en œuvre sa politique monétaire en influant sur le niveau des taux d'intérêt du marché monétaire. Elle vise, pour les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé, un niveau proche de celui de son taux directeur. Ce faisant, elle concentre son attention sur le SARON, un taux de l'argent au jour le jour, qui est le taux d'intérêt le plus représentatif pour les prêts à court terme en francs.

Pour influencer sur les taux du marché monétaire, la BNS peut passer des opérations d'*open market* ou adapter la rémunération des avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent auprès d'elle. La Banque nationale peut également intervenir au besoin sur le marché des changes afin d'influer sur les conditions monétaires.

Depuis 2015, la Banque nationale met en œuvre sa politique monétaire au moyen du taux d'intérêt négatif appliqué aux avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent auprès d'elle et par des interventions sur le marché des changes. Le taux d'intérêt négatif s'inscrit à  $-0,75\%$ , ce qui correspond au taux directeur de la BNS.

---

#### Passage du Libor au SARON

En Suisse, le Groupe de travail national sur les taux d'intérêt de référence étudie les possibilités de remplacer le Libor (London Interbank Offered Rate) pour le franc sur le marché financier. Il est soutenu par la Banque nationale, laquelle assure le secrétariat technique et publie des informations importantes sur son site Internet. En 2017, il a recommandé le SARON pour succéder au Libor. Depuis, les acteurs du marché travaillent intensivement au développement de nouveaux produits basés sur le SARON. Ainsi, il existe désormais un marché des swaps de taux d'intérêt permettant d'établir une courbe des taux d'intérêt basée sur le SARON. Ce dernier est en train de s'établir comme taux d'intérêt de référence sur le marché du crédit également, et des prêts basés sur le SARON ont été octroyés. Le Libor pour le franc cessera d'être établi fin 2021.

---

Les avoirs à vue (avoirs en comptes de virement) à la BNS sont les actifs les plus liquides d'une banque. Ils sont immédiatement disponibles pour les paiements et constituent des moyens de paiement ayant cours légal. Les banques les détiennent aussi dans le but de disposer d'une réserve de liquidités et afin de remplir les exigences légales en matière de réserves minimales. Outre les avoirs en comptes de virement des banques résidentes, les avoirs à vue comprennent les engagements à vue envers la Confédération, les avoirs en comptes de virement de banques et d'institutions non résidentes et les autres engagements à vue. En mettant en œuvre ses instruments de politique monétaire, la Banque nationale influe sur le volume des avoirs à vue.

**Avoirs à vue à la  
Banque nationale**

---

### Réserves minimales

Inscrite dans la loi sur la Banque nationale, l'obligation de détenir des réserves minimales vise à assurer que les banques conservent un volume minimal de monnaie centrale. Les actifs en francs qui entrent dans les réserves minimales sont constitués des pièces de monnaie courantes, des billets de banque et des avoirs à vue détenus par les banques à la BNS. Les exigences en matière de réserves minimales s'élèvent actuellement à 2,5% des engagements déterminants. Ceux-ci sont composés de l'ensemble des engagements à court terme (jusqu'à 90 jours) libellés en francs et de 20% des engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements.

---

Toutes les banques domiciliées en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein sont en principe agréées comme contreparties de la Banque nationale dans les opérations de politique monétaire. D'autres intervenants établis en Suisse (par exemple des assurances), mais aussi des banques ayant leur siège à l'étranger, peuvent également être agréés comme contreparties si leur participation aux opérations présente un intérêt pour la politique monétaire et s'ils contribuent à la liquidité du marché monétaire gagé en francs.

**Contreparties agréées  
dans les opérations  
de politique monétaire**

#### Instruments de politique monétaire

Les opérations que la Banque nationale peut effectuer pour mettre en œuvre sa politique monétaire sont définies à l’art. 9 LBN. Les Directives générales de la Banque nationale suisse sur ses instruments de politique monétaire décrivent les instruments et procédures entrant en ligne de compte. Ces directives sont complétées par des notes qui s’adressent aux contreparties de la Banque nationale.

#### Opérations d’*open market* et facilités permanentes

La Banque nationale distingue les opérations d’*open market* des facilités permanentes. Les opérations d’*open market* sont conclues à l’initiative de la BNS. Dans le cas des facilités permanentes, en revanche, l’initiative de passer des opérations revient aux banques.

Les opérations d’*open market* comprennent les opérations sur devises et les swaps de change, les pensions de titres ainsi que l’émission de propres titres de créance (Bons de la BNS). La BNS peut passer ses opérations d’*open market* dans le cadre d’appels d’offres ou sur une base bilatérale. Les transactions sur le marché monétaire sont généralement conclues via une plate-forme de négoce électronique.

Les facilités permanentes englobent la facilité pour resserrements de liquidités et la facilité intrajournalière. L’intervention de la BNS se limite, dans les deux cas, à la fixation des conditions auxquelles ses contreparties peuvent obtenir des liquidités. La facilité pour resserrements de liquidités permet aux contreparties de la BNS de faire face à un manque inattendu de liquidités. La facilité intrajournalière, quant à elle, vise à assurer le bon fonctionnement du trafic des paiements interbancaires dans le système SIC et du règlement des opérations de change dans le Continuous Linked Settlement, le système multilatéral de règlement des opérations de change (voir chapitre 5).



<b>Opérations sur devises</b>	La Banque nationale peut acheter et vendre des monnaies étrangères contre des francs sur les marchés financiers. Les opérations sur devises de la BNS sont pour la plupart des opérations au comptant ou des swaps. Dans un swap de change, les deux parties concluent simultanément l'achat (ou la vente) de devises au comptant et la vente (ou l'achat) de ces mêmes devises à terme. La Banque nationale effectue des opérations sur devises avec de nombreuses contreparties en Suisse et à l'étranger.
<b>Taux d'intérêt appliqué aux avoirs à vue à la BNS</b>	Depuis janvier 2015, la Banque nationale applique un taux d'intérêt de $-0,75\%$ (taux d'intérêt négatif) aux avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent à la BNS. En appliquant un taux d'intérêt aux avoirs à vue et en fixant d'autres conditions, la Banque nationale influe sur le niveau des taux du marché monétaire. Il suffit à cet effet que seule une partie des avoirs à vue soit soumise à l'intérêt négatif. C'est pourquoi la Banque nationale accorde aux titulaires de comptes des montants exonérés, qui ne sont pas soumis à l'intérêt négatif. Pour les banques résidentes, le niveau des réserves minimales constitue la variable déterminante pour le montant exonéré (voir encadré «Réserves minimales»). Pour les titulaires de comptes qui ne sont pas assujettis à l'obligation de détenir des réserves minimales, la Banque nationale détermine un montant exonéré fixe.
<b>Pensions de titres</b>	Dans une pension de titres visant à injecter des liquidités, la BNS achète des titres à une banque (ou à une autre contrepartie agréée) et lui crédite la somme correspondante sur son compte de virement. Simultanément, il est convenu que la BNS revendra à la contrepartie, à une date ultérieure, une quantité équivalente de titres de la même catégorie. Dans une pension de titres visant à résorber des liquidités, les transactions sont inversées. L'emprunteur verse en règle générale un intérêt (taux des pensions de titres) au prêteur pour la durée de l'opération.

---

### Titres admis par la BNS dans ses pensions

La Banque nationale exige des garanties suffisantes pour ses opérations de crédit avec des banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers. Elle se couvre ainsi contre d'éventuelles pertes et assure l'égalité de traitement entre ses contreparties. Les Directives générales de la Banque nationale suisse sur ses instruments de politique monétaire décrivent les titres que la BNS accepte en garantie. La Note sur les titres admis par la BNS dans ses pensions précise les critères d'éligibilité pour les pensions de titres. Etant donné que la Banque nationale admet également des banques ayant leur siège à l'étranger dans ses opérations de politique monétaire et que le volume de titres en francs est limité, elle accepte aussi des garanties libellées en monnaies étrangères. Les exigences minimales de la BNS en termes de négociabilité et de qualité des titres sont élevées.

---

La Banque nationale peut résorber des liquidités en émettant ses propres titres de créance libellés en francs (Bons de la BNS). La durée des Bons de la BNS s'élève au maximum à un an. La BNS peut également racheter ces Bons sur le marché secondaire en vue d'augmenter à nouveau les liquidités.

**Bons de la BNS**

En mars 2020, la Banque nationale a créé la facilité de refinancement BNS-COVID-19 (FRC), en s'appuyant sur l'ordonnance du Conseil fédéral sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19. La FRC a pour but de renforcer l'accès de l'économie au crédit et de garantir un niveau de liquidités élevé dans le système bancaire. Elle vise à amortir les effets économiques de la pandémie de COVID-19. La FRC permet aux banques d'obtenir de la Banque nationale des liquidités sous forme de prêts garantis, contre la cession de titres de crédits d'entreprises. Les crédits d'entreprises bénéficiant d'une garantie de la Confédération ou des cantons, accordée dans le cadre des mesures prises en relation avec la pandémie, sont admis comme sûretés. La Banque nationale peut également accepter d'autres sûretés pour couvrir le prêt.

**Facilité de  
refinancement  
BNS-COVID-19**

---

### Niveau élevé des liquidités dans le système bancaire

Les achats substantiels de devises que la Banque nationale a effectués à partir de 2009 ont entraîné une forte augmentation des liquidités dans le système bancaire. C'est pourquoi il n'a pas été nécessaire d'effectuer de pensions de titres de 2012 à l'automne 2019. Compte tenu de la réaction du marché à la révision, le 1<sup>er</sup> novembre 2019, du mode de calcul du montant exonéré, puis au relèvement, le 1<sup>er</sup> avril 2020, du facteur d'exonération, la Banque nationale a de nouveau effectué des opérations de pensions de titres afin de maintenir les taux à court terme du marché monétaire gagé en francs à un niveau proche de son taux directeur. Ces dernières années, la Banque nationale n'a pas émis ni racheté de Bons de la BNS.

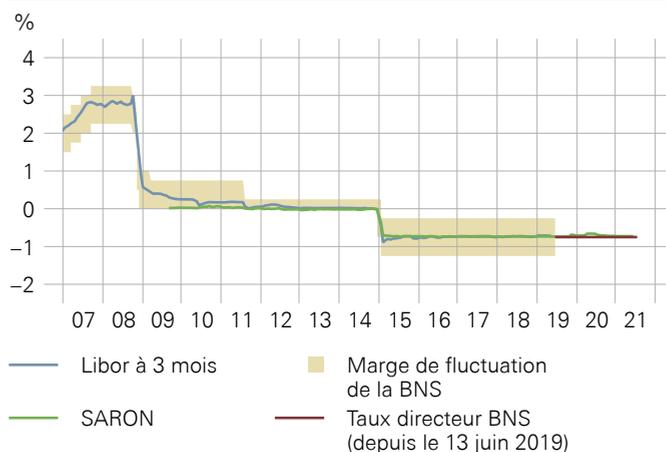
---

---

### TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME

Moyenne mensuelle des valeurs journalières

---



## L'approvisionnement en numéraire

---

La Banque nationale exerce le monopole d'émission des billets de banque. Elle approvisionne l'économie en billets répondant à des exigences élevées sous l'angle de la qualité comme sur le plan de la sécurité. A la demande de la Confédération, elle met également les pièces en circulation.

L'approvisionnement de l'économie en billets et en pièces est assuré par les services de caisse des sièges de Berne et de Zurich, mais aussi par treize agences qui sont gérées par des banques cantonales et opèrent sur mandat de la Banque nationale. Celle-ci met en circulation les billets et les pièces en fonction des besoins du trafic des paiements et des fluctuations saisonnières de la demande de numéraire. Elle retire du circuit les billets et les pièces ne pouvant plus rester en circulation.

**Mise en circulation et retrait de la circulation des billets et des pièces**

La Banque nationale assure essentiellement la distribution «de gros» des billets et des pièces, tandis que les banques, la Poste et les entreprises de transport et de tri de numéraire se chargent de la distribution «de détail». En 2020, le nombre de billets en circulation s'est établi à environ 513 millions en moyenne, soit un montant de 84,4 milliards de francs.

Les billets de banque suisses sont imprimés par Orell Füssli SA. Le droit de battre monnaie appartient exclusivement à la Confédération. Swissmint (anciennement la Monnaie fédérale), une entreprise de la Confédération basée à Berne, assure la frappe des pièces.

**Fabrication des billets et des pièces**

La Banque nationale fixe la valeur nominale des coupures et en choisit le graphisme. Les questions de sécurité revêtent une importance particulière. Face à la rapidité des développements technologiques, il faut réexaminer en permanence la protection des billets contre les contrefaçons. En collaboration avec des tiers, la BNS développe de nouveaux éléments de sécurité qui permettent une protection efficace et moderne des billets contre la falsification. Dans le numéraire en circulation, la part des coupures falsifiées confisquées est faible en comparaison internationale.

L'émission des six coupures de la 9<sup>e</sup> série de billets de banque s'est terminée en septembre 2019. Fin avril 2021, la Banque nationale a rappelé les billets de la 8<sup>e</sup> série. Les billets de banque à partir de la 6<sup>e</sup> série peuvent être échangés sans limitation de temps à la Banque nationale, à leur valeur nominale.

---

#### **Importance du numéraire et enquête sur les moyens de paiement**

En 2020, la Banque nationale a mené, pour la deuxième fois, une enquête représentative auprès des ménages sur l'utilisation des différents moyens de paiement en Suisse. A cette fin, un total de 2 100 personnes domiciliées en Suisse et sélectionnées au hasard ont été interrogées sur leurs habitudes de paiement et sur l'utilisation du numéraire à l'aide d'un questionnaire et d'un journal dans lequel elles ont consigné leurs paiements. Les résultats de l'enquête indiquent que par rapport à l'enquête de 2017, le recours à l'argent liquide à des fins de paiement a été notablement moindre en automne 2020 que durant la même période trois ans auparavant. Les personnes sondées ont surtout utilisé davantage leur carte de débit, et notamment sa fonction sans contact, mais aussi d'autres moyens de paiement sans numéraire. La BNS prévoit de réaliser à intervalles réguliers d'autres enquêtes.

---



## Le rôle de la Banque nationale dans le trafic des paiements sans numéraire

---

La Banque nationale a pour tâche de faciliter et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement sans numéraire, tâche qu'elle assume d'abord en qualité de mandante et de gestionnaire du système de paiement Swiss Interbank Clearing (système SIC).

### Système SIC

Le système SIC est le système centralisé de la Suisse pour les paiements en francs. Les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers recourent au système SIC pour effectuer des paiements interbancaires (paiements entre établissements financiers et paiements par des systèmes tiers) et des paiements de la clientèle. Ces derniers sont déclenchés essentiellement par des instruments tels que les virements bancaires et les recouvrements directs. De même, une partie des engagements découlant des transactions par carte font l'objet, après avoir été regroupés, d'une compensation entre participants via le système SIC. De plus, la Banque nationale utilise le système SIC pour approvisionner en liquidités le marché monétaire en francs (voir chapitre 3).

Le système SIC est un système de paiement à règlement brut en temps réel. Ainsi, les ordres de paiement font l'objet d'un règlement continu, individuel, définitif et irrévocable. Le règlement des paiements au sein du système SIC s'effectue en monnaie centrale. Pour ce faire, les avoirs à vue que les participants au système SIC détiennent sur leurs comptes de virement à la BNS servent de moyens de paiement. Techniquement, les participants détiennent un compte de virement auprès de la BNS et un compte de compensation au sein du système SIC; juridiquement, les deux comptes n'en forment qu'un. En 2020, le système SIC a exécuté, en moyenne journalière, environ 2,9 millions de transactions pour un montant de 178 milliards de francs. Les paiements de la clientèle ont représenté 97,5% du nombre total et 10,3% du volume total des transactions, tandis que les paiements interbancaires ont constitué 2,5% du nombre total et 89,7% du volume total.

A titre de mandante et de gestionnaire du système SIC, la Banque nationale définit le cercle des participants au système SIC, approvisionne celui-ci en liquidités et détermine les fonctionnalités de même que les dispositions pour le règlement des paiements.

La BNS a confié l'exploitation du système SIC à SIX Interbank Clearing SA (SIC SA), filiale de SIX Group SA (SIX). SIX appartient quant à elle à de nombreux établissements financiers suisses et internationaux.

Le système SIC est une infrastructure des marchés financiers reconnue d'importance systémique. A ce titre, il relève de la surveillance de la Banque nationale (voir chapitre 7).

---

### **Evolution du trafic des paiements: autorisation pour les entreprises fintech et paiements instantanés**

La finance connaît une vague d'innovations dans le domaine des technologies financières (ou fintech, contraction de *financial technology*). La Banque nationale accorde une attention toute particulière aux répercussions que pourraient avoir ces innovations sur l'accomplissement de son mandat légal. Celles-ci touchent notamment le trafic des paiements sans numéraire de la clientèle. Elles ont aussi des répercussions sur le système SIC, puisque ce dernier permet d'effectuer non seulement les paiements interbancaires, mais aussi les paiements de la clientèle. En tant que mandante du système SIC, la Banque nationale met en place des conditions d'ensemble appropriées pour le développement du trafic des paiements sans numéraire. Depuis 2019, elle permet aux entreprises disposant d'une autorisation fintech d'accéder au système SIC si elles exploitent un modèle d'affaires important pour le trafic des paiements en francs.

En 2020, la BNS et SIC SA ont en outre lancé le projet SIC5 en vue du développement ultérieur du système SIC. La nouvelle génération du système SIC permettra notamment le règlement des paiements instantanés: les paiements sans numéraire de la clientèle seront exécutés 24 heures sur 24, et les montants transférés seront à la disposition du bénéficiaire final en quelques secondes. L'introduction de ces changements est prévue pour 2023.

---

Les actifs de la Banque nationale remplissent d'importantes fonctions sur le plan monétaire. Ils sont formés principalement de l'or, des placements en monnaies étrangères et, pour une faible part, d'actifs financiers en francs. Leur volume et leur composition dépendent du régime monétaire en vigueur et des besoins de la politique monétaire.

**Réserves monétaires**

Les placements en monnaies étrangères (réserves de devises), l'or, la position de réserve au Fonds monétaire international (FMI) et les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI constituent les réserves monétaires de la Suisse. Les réserves de devises sont en majeure partie des obligations (environ 80%) et des actions (environ 20%), libellées principalement en euros et en dollars des Etats-Unis. Les achats substantiels de devises qui ont été nécessaires depuis 2009 pour atténuer les pressions persistantes à la hausse sur le franc ont entraîné une forte augmentation des réserves de devises. En ce qui concerne l'or, la Banque nationale le détient sous forme de lingots et, pour une petite part, de pièces. En tant qu'Etat membre du FMI, la Suisse reçoit des DTS, qui sont gérés par la BNS (pour le FMI, voir chapitre 8).

---

**Fonction des réserves monétaires**

Les réserves monétaires donnent à la BNS la marge de manœuvre dont elle a besoin sur le plan monétaire. Elles revêtent une importance particulière pour une petite économie ouverte comme la Suisse, dont la place financière est de dimension internationale. Elles contribuent au renforcement de la confiance, jouent un rôle stabilisateur et servent en outre à prévenir et à surmonter des crises. Dans le contexte actuel, leur volume résulte principalement de la mise en œuvre de la politique monétaire.

---

**Actifs financiers en francs**

Au titre des actifs financiers en francs, la Banque nationale détient des obligations en francs, des prêts couverts liés à la facilité de refinancement BNS-COVID-19 et, le cas échéant, des créances résultant de pensions de titres (voir chapitre 3).

Dans ses placements, la Banque nationale obéit à des critères de liquidité, de sécurité et de rendement. Les Directives générales de la Banque nationale suisse sur la politique de placement décrivent la marge de manœuvre dans ce domaine et les processus de placements et de contrôle des risques. La Banque nationale opère dans ce cadre selon les principes d'une gestion moderne de patrimoine. En diversifiant ses placements, elle vise un rapport approprié entre risques et rendements.

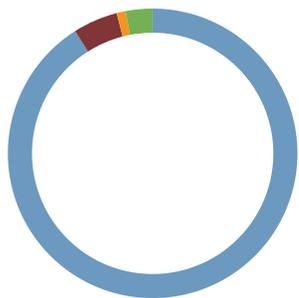
Une large diversification pour ce qui a trait aux monnaies, aux catégories de placements et aux émetteurs permet à la BNS d'obtenir de meilleurs rendements à long terme, sans s'exposer à des risques trop importants. Mais comme la priorité est donnée à la politique monétaire, la BNS peut être amenée à assumer sciemment certains risques et à subir éventuellement des pertes. Aussi la Banque nationale ne se couvre-t-elle pas contre le risque de change découlant d'une appréciation du franc, étant donné qu'une telle couverture se traduirait par une demande de francs et, partant, par des pressions à la hausse sur la monnaie suisse. Pour faire face aux risques financiers, la BNS a besoin de détenir un volume suffisant de fonds propres. Elle y pourvoit en attribuant chaque année une partie de ses bénéfices à des provisions (voir chapitre 10).

Une forte part des réserves de devises est placée en obligations d'Etat américaines et européennes sûres et liquides. La Banque nationale investit une partie des fonds dans d'autres monnaies et dans des titres dont les rendements escomptés sont plus élevés, notamment dans des obligations d'entreprises étrangères et des actions d'émetteurs étrangers.

## Aspects non financiers

Pour la gestion de titres d'émetteurs privés, la Banque nationale prend aussi en compte des aspects non financiers. Elle renonce ainsi, en raison de son rôle particulier vis-à-vis du secteur bancaire, à acquérir des actions de banques d'importance systémique de quelque pays que ce soit. Elle respecte par ailleurs les normes et valeurs fondamentales de la Suisse dans sa politique de placement. C'est pourquoi elle n'acquiert pas non plus d'actions ni d'obligations d'entreprises dont les produits ou les processus de production sont incompatibles avec des valeurs largement reconnues au niveau sociétal. Elle s'abstient par conséquent d'acheter des titres d'entreprises qui violent massivement des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ou qui sont impliquées dans la fabrication d'armes condamnées sur le plan international.

## STRUCTURE DES ACTIFS DE LA BNS



- Placements de devises **91%**
- Or **5%**
- Actifs financiers en francs **1%**
- Actifs divers **3%**

Total: 999 milliards de francs  
fin 2020.

Fin 2020, la Banque nationale a élargi le critère d'exclusion concernant l'environnement. Elle exclut ainsi désormais également les titres d'entreprises principalement actives dans l'extraction de charbon destiné à la production d'énergie, car un large consensus s'est formé en Suisse en vue de l'abandon de ce type de charbon.

Pour ce qui concerne la gestion des actifs, il convient de garder à l'esprit qu'il n'est pas du ressort de la BNS d'exercer une influence ciblée sur l'évolution de branches déterminées de l'économie. Sa politique de placement ne saurait donc avoir pour but de mener une politique structurelle, c'est-à-dire de procéder à une sélection positive ou négative de certaines branches pour les soutenir ou les pénaliser. Elle ne saurait non plus viser à entraver ou à promouvoir des mutations économiques, politiques ou sociétales.

C'est pourquoi le portefeuille de placements de la Banque nationale reproduit les différents marchés boursiers dans leur intégralité, tout en tenant compte des exceptions susmentionnées. En conséquence, la BNS détient des actions de toutes les branches pour un volume proportionnel à leur capitalisation boursière. Elle s'assure ainsi que son portefeuille d'actions est exposé aux différents risques de manière à peu près similaire à l'ensemble des entreprises cotées dans les principales bourses de la planète et qu'il reflète également les changements structurels de l'économie mondiale.

## La contribution de la Banque nationale à la stabilité financière

---

Un système financier est stable lorsque ses diverses composantes, à savoir les banques et les infrastructures des marchés financiers, sont en mesure de remplir leurs fonctions et de résister aux dysfonctionnements auxquels elles peuvent être exposées. La stabilité financière constitue une condition importante du développement favorable de l'économie et d'une mise en œuvre efficace de la politique monétaire.

### Mandat légal

Conformément à la loi qui la régit, la Banque nationale a également pour tâche de contribuer à la stabilité du système financier. C'est pourquoi elle analyse les sources de risques pour le secteur financier, surveille les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique et participe à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour la place financière suisse. Elle prête une attention toute particulière à la résilience des banques d'importance systémique. La BNS publie chaque année un rapport sur la stabilité financière. Elle y donne son appréciation au sujet de la stabilité du secteur bancaire suisse et prend position sur les évolutions et les risques dans l'environnement économique global et le secteur bancaire.

Afin d'instituer un cadre favorable à la stabilité du système financier, la BNS collabore, sur le plan national, avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et le Département fédéral des finances (DFF). Elle se place dans une perspective systémique et se concentre donc sur les aspects macroprudentiels de la réglementation. Quant à la FINMA, elle est notamment responsable de la surveillance des établissements pris individuellement, c'est-à-dire au niveau microprudentiel. En outre, la BNS est représentée dans divers organes qui, sur le plan international, traitent de questions portant sur la stabilité financière, la réglementation des marchés financiers et les infrastructures des marchés financiers.

---

## Mesures réglementaires en vue de renforcer la stabilité financière

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire est un organe central pour la réglementation bancaire (voir chapitre 8). En réponse à la crise financière, il a révisé en 2010 l'accord de Bâle sur les fonds propres (Bâle III). Ainsi, il a renforcé les exigences de fonds propres imposées aux banques sur le plan mondial et introduit des exigences quantitatives en matière de liquidités. La révision de l'approche standard pour le calcul des risques opérationnels et des risques de crédit, soit la dernière mesure prévue, a aussi été réalisée. La Suisse met en œuvre progressivement les prescriptions de Bâle III. En outre, les banques que la BNS qualifie comme étant d'importance systémique (actuellement Credit Suisse Group SA, UBS Group SA, la Banque cantonale de Zurich, le groupe Raiffeisen et PostFinance SA) sont tenues de satisfaire à des exigences de fonds propres particulières. Ces banques doivent aussi respecter des dispositions spéciales concernant les liquidités, la répartition des risques et les plans d'urgence. Cette obligation réduit le risque que les autorités doivent intervenir pour sauver une banque dont la taille et l'importance sont telles qu'une faillite représenterait un problème pour l'économie (problématique du *too big to fail*). De plus, dans le but d'une réduction de ce risque, il faut s'assurer que les banques puissent, en cas de faillite, continuer à assumer leurs fonctions importantes pour l'économie.

Bâle III prévoit aussi des mesures macroprudentielles, notamment le volant anticyclique de fonds propres. Si ce volant est activé, les banques sont tenues d'accroître temporairement leurs fonds propres – obligation qui s'ajoute aux exigences qui leur sont imposées en la matière – selon l'ampleur des vulnérabilités observées sur le marché du crédit. Le volant anticyclique vise ainsi à renforcer la résilience du secteur bancaire face aux risques d'une croissance excessive du crédit et à freiner en même temps une telle croissance. En 2013, le Conseil fédéral a activé, sur proposition de la Banque nationale, le volant anticyclique de fonds propres pour les prêts hypothécaires destinés à financer des objets d'habitation. A partir de 2014, le volant de fonds propres s'est élevé à 2% (contre 1% auparavant) des positions correspondantes, pondérées en fonction des risques. Fin mars 2020, le Conseil fédéral a désactivé le volant anticyclique de fonds propres, à la demande de la BNS, afin d'accorder aux banques la marge de manœuvre la plus importante possible en matière d'octroi de crédits durant la crise du coronavirus.

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA



Dans le domaine de la surveillance des infrastructures des marchés financiers, la Banque nationale se concentre sur les systèmes de paiement, les contreparties centrales et les dépositaires centraux d'où peuvent découler des risques pour le secteur financier. De tels risques surgissent par exemple lorsque des difficultés opérationnelles, techniques ou financières d'une infrastructure des marchés financiers se répercutent sur d'autres infrastructures des marchés financiers ou sur des intermédiaires financiers, pouvant ainsi causer de graves dysfonctionnements sur ces marchés. Les exploitants de ces infrastructures doivent satisfaire à des exigences particulières qui sont définies dans les dispositions d'exécution de la loi sur la Banque nationale (ordonnance de la Banque nationale). La BNS coopère avec la FINMA pour ce qui a trait à la surveillance des exploitants soumis à la loi sur l'infrastructure des marchés financiers. Lorsqu'il s'agit d'infrastructures des marchés financiers dont le siège est à l'étranger, elle collabore avec les autorités étrangères concernées.

**Surveillance des infrastructures des marchés financiers**

La Banque nationale n'agit pas seulement à titre préventif, mais joue également un rôle actif dans la résolution de crises financières. La BNS peut aussi intervenir en tant que prêteur ultime (*lender of last resort*) et fournir à des banques qui ne parviennent plus à se refinancer sur le marché une aide extraordinaire sous forme de liquidités. Il faut pour cela que les banques concernées revêtent une importance systémique pour la stabilité du système financier, soient solvables et puissent fournir des garanties suffisantes.

**Aide extraordinaire sous forme de liquidités**

Les défaillances et les perturbations subies par des systèmes informatiques – notamment en raison de cyberincidents – peuvent fortement compromettre la disponibilité, l’intégrité et la confidentialité des données et entraver les services et les fonctions essentiels du système financier. La forte intégration du système financier et l’existence de différents processus impliquant de nombreux établissements rendent nécessaires, outre les mesures prises par chaque établissement, des dispositifs à l’échelle de l’ensemble du secteur contre les cyberrisques. Cela requiert non seulement une étroite collaboration entre acteurs privés – banques, assurances, infrastructures des marchés financiers et associations professionnelles –, mais aussi la contribution des autorités – notamment du DFF, de la FINMA et de la Banque nationale.

En Suisse, la mise en œuvre coordonnée de la stratégie de prévention des cyberrisques incombe au Centre national de cybersécurité (National Cyber Security Centre, NCSC). Ce dernier a lancé en 2020 le projet Financial Sector Information Sharing and Analysis Centre, auquel la Banque nationale participe. Ce projet vise à renforcer la coopération institutionnelle entre le secteur privé et les autorités sur les problématiques stratégiques et opérationnelles de cybersécurité. L’accent y est mis sur l’échange d’informations, mais aussi sur l’identification et la mise en œuvre de mesures sectorielles de prévention et de protection ainsi que sur la résolution de crises.

## La coopération monétaire internationale

---

La coopération monétaire internationale vise à assurer le bon fonctionnement et la stabilité du système monétaire et financier international, et à contribuer à la résolution de crises économiques. La Suisse, qui a sa propre monnaie et une place financière importante, est fortement intégrée dans l'économie mondiale. Par conséquent, elle tire tout particulièrement avantage d'un système monétaire et financier stable au niveau mondial.

Dans le cadre de la coopération monétaire internationale, la Banque nationale joue un rôle actif au sein du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), du Conseil de stabilité financière (CSF), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Réseau pour le verdissement du système financier (Network for Greening the Financial System, NGFS) et, à l'invitation du pays présidant le G20, du Finance Track du G20.

Le FMI encourage la stabilité du système monétaire et financier au niveau mondial ainsi que la stabilité économique de ses Etats membres, dont il suit et analyse régulièrement l'évolution économique. Il accorde des prêts aux pays confrontés à des difficultés de balance des paiements, les fonds utilisés à cet effet étant fournis par les Etats membres. **FMI**

La Confédération et la Banque nationale assurent toutes deux l'application du statut de membre du FMI. Le président de la Direction générale de la BNS représente la Suisse au Conseil des gouverneurs, qui est l'organe suprême de décision du FMI et compte un représentant par pays membre. Le chef du Département fédéral des finances (DFF) est l'un des 24 membres du Comité monétaire et financier international (CMFI), le principal organe consultatif du FMI. La Suisse constitue un groupe de vote avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Pologne, la République kirghize, la Serbie, le Tadjikistan et le Turkménistan. L'administrateur de ce groupe de vote occupe l'un des 24 sièges du Conseil d'administration, principal organe opérationnel du FMI. **La Suisse et le FMI**



La Suisse et la Pologne occupent alternativement, à raison de deux ans chacune, le siège d'administrateur du groupe de vote et celui de suppléant de l'administrateur. Lorsque la fonction d'administrateur est confiée à la Suisse, elle est assumée en alternance par un représentant du DFF et par un représentant de la Banque nationale. Le DFF et la BNS arrêtent la politique de la Suisse au FMI et apportent leur soutien à l'administrateur de ce groupe de vote dans la conduite des affaires.

La BRI, dont le siège est à Bâle, fait office de banque des banques centrales et de plate-forme pour la coopération monétaire et financière internationale. La Banque nationale participe aux travaux des quatre comités permanents qui siègent à la BRI, à savoir le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché, le Comité sur le système financier mondial et le Comité des marchés.

**BRI**

Le pôle d'innovation de la BRI a pour objectif de favoriser la collaboration des banques centrales dans le domaine des technologies financières innovantes et d'acquérir des connaissances approfondies sur les développements technologiques majeurs qui concernent les tâches des banques centrales. Il vise en même temps à développer des biens et services publics dans le domaine de la technologie afin de continuer à améliorer le fonctionnement du système financier mondial. Le pôle d'innovation de la BRI gère différents centres, dont un en Suisse, qui est codirigé par la Banque nationale. Les travaux de recherche de ce centre portent actuellement sur deux projets. Le projet Helvetia, qui est réalisé en collaboration avec SIX Group SA, examine l'intégration d'une monnaie numérique de banque centrale dans une infrastructure des marchés financiers reposant sur la technologie des registres distribués (*distributed ledger technology*, DLT). Le projet Rio développe quant à lui une nouvelle plate-forme destinée à observer et à surveiller les marchés où des transactions électroniques à haute fréquence sont effectuées. Cette plate-forme permet de traiter en temps réel de grands volumes de données provenant de différentes places de négoce et d'en tirer des indicateurs.

**Centre suisse du pôle  
d'innovation de la BRI**

- CSF** Le Conseil de stabilité financière rassemble les autorités nationales, les organisations internationales et les instances internationales de réglementation responsables de la stabilité financière. Dans l'assemblée plénière du CSF, la Suisse est représentée par la Banque nationale et le DFF. La Banque nationale est en outre membre du Comité de pilotage et du Comité d'évaluation des risques. La représentation de la Suisse dans d'autres comités est assumée soit par la FINMA, soit par le DFF, soit par la BNS, qui définissent conjointement la position suisse.
- OCDE** Divers comités de l'OCDE s'emploient à favoriser les relations de politique économique, de politique sociale et de politique de développement entre les 37 pays membres. En collaboration avec la Confédération, la BNS représente la Suisse au Comité de politique économique, au Comité des marchés financiers et au Comité des statistiques et de la politique statistique.
- G20** La Confédération et la Banque nationale participent sur invitation au Finance Track, c'est-à-dire aux réunions des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20, soit les vingt principaux pays industrialisés et émergents. Elles prennent part aux groupes de travail correspondants.
- NGFS** Le NGFS est une plate-forme qui permet aux banques centrales et aux autorités de surveillance d'échanger leurs points de vue sur les risques que représente le changement climatique pour l'économie et le système financier. Dans le cadre du NGFS, les membres analysent différentes manières de faire face à ces risques et de réunir les moyens financiers nécessaires pour assurer la transition vers un fonctionnement de l'économie plus durable. En tant que membre du NGFS, la Banque nationale prend part à l'échange d'expériences afin de mieux pouvoir évaluer les répercussions possibles des risques climatiques sur les développements macroéconomiques et la stabilité financière.

La Banque nationale travaille, sur une base bilatérale, avec d'autres banques centrales et avec des autorités étrangères. Elle participe à l'échange d'informations sur des thèmes débattus au sein d'institutions financières internationales. Elle prend part aussi aux dialogues financiers avec d'autres pays, ces dialogues étant placés sous la direction du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI). De surcroît, la Banque nationale apporte une aide technique aux banques centrales qui en font la demande. Cette aide est fournie en règle générale sur place ou en Suisse par des experts de la Banque nationale sous la forme de conseils individuels. La BNS assume en outre des engagements dans le cadre d'activités transnationales afin de promouvoir, au niveau des instituts d'émission, l'échange de savoir-faire dans des domaines spécifiques aux banques centrales. Enfin, la Banque nationale peut, dans le cadre de la loi sur l'aide monétaire et en collaboration avec la Confédération, accorder des prêts et des garanties à des institutions internationales et à des Etats.

**Coopération bilatérale**

La Suisse et la Principauté de Liechtenstein sont liées par un accord monétaire depuis 1980. Auparavant, les deux pays avaient entretenu une union monétaire de fait pendant 60 ans. La Banque nationale exerce les fonctions de banque centrale de la Principauté, et le franc y est le moyen de paiement ayant cours légal.

**Principauté de Liechtenstein**

## L'indépendance, l'obligation de rendre compte et les relations avec la Confédération

---

Dans l'accomplissement de son mandat de politique monétaire, la Banque nationale est indépendante du gouvernement et du Parlement. Cette réglementation a été choisie parce que la stabilité des prix, comme l'expérience le montre, est mieux garantie par les banques centrales qui sont indépendantes des milieux politiques. L'indépendance de la BNS a pour contrepartie une obligation de rendre compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public.

### Fondements légaux de l'indépendance

L'indépendance de la Banque nationale est ancrée dans la Constitution fédérale. Elle recouvre plusieurs volets qui sont précisés dans la loi sur la Banque nationale (LBN). L'indépendance fonctionnelle interdit à la BNS et aux membres de ses organes de recevoir, dans l'accomplissement des tâches de politique monétaire, des instructions du Conseil fédéral, de l'Assemblée fédérale ou d'autres organismes (art. 6 LBN). L'indépendance financière englobe l'autonomie budgétaire, qui découle de la forme juridique de la BNS, à savoir celle de société anonyme régie par une loi spéciale, et l'interdiction d'accorder des crédits à la Confédération (art. 11 LBN), ce qui empêche l'Etat de «faire tourner la planche à billets». L'indépendance institutionnelle trouve son expression dans le fait que la banque centrale est dotée de la personnalité juridique et d'une organisation propre. Enfin, l'indépendance sur le plan des personnes est assurée en ce sens que les membres de la Direction générale et leurs suppléants ne peuvent être révoqués, pendant la durée de leur mandat, que s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de celui-ci ou s'ils ont commis une faute grave (art. 45 LBN).

### Obligation d'informer et de rendre compte

Pour contrebalancer son indépendance, la BNS doit rendre compte de son activité au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public, et assumer certains devoirs d'information (art. 7 LBN). Du fait que la Banque nationale explique sa politique et rend compte de ses décisions et de leurs répercussions, elle assure la transparence de son activité. La Banque nationale discute avec le Conseil fédéral de la situation économique, de la politique monétaire et de certaines questions en rapport avec la politique économique de la Confédération. A cette fin, la Direction générale rencontre régulièrement la Délégation du Conseil fédéral pour les questions

financières. En outre, la BNS établit chaque année un rapport écrit (le *Compte rendu d'activité*) destiné à l'Assemblée fédérale et portant sur l'accomplissement de ses tâches légales, et présente sa politique monétaire devant les commissions compétentes du Conseil national et du Conseil des Etats. Enfin, elle informe le public de sa politique monétaire par des communiqués et des conférences de presse, ainsi que des exposés et des publications régulières telles que son *Bulletin trimestriel*.

La Banque nationale assumant une tâche publique, elle est administrée avec le concours et sous la surveillance de la Confédération. Aussi le Conseil fédéral nomme-t-il la majorité des membres du Conseil de banque, dont le président et le vice-président, ainsi que les membres de la Direction générale et les membres suppléants de celle-ci sur proposition du Conseil de banque. En outre, il approuve le Règlement d'organisation de la BNS adopté par le Conseil de banque. Par ailleurs, le *Rapport financier* doit lui être soumis pour approbation avant d'être présenté à l'Assemblée générale. Le gouvernement fédéral s'assure ainsi de la bonne gestion de la BNS.

**Concours et surveillance de la Confédération**

La Banque nationale fournit également des services bancaires à la Confédération (art. 5, al. 4, et art. 11 LBN). La BNS tient des comptes à vue en francs et en monnaies étrangères pour la Confédération. Elle les utilise pour les paiements, en Suisse et à l'étranger, de la Confédération. En outre, la BNS conseille la Confédération et lui fournit son appui sur le plan technique lors de l'émission de créances comptables à court terme et d'emprunts fédéraux. Elle fait également office de domicile de paiement pour les coupons et les remboursements d'emprunts. Enfin, la BNS gère des dépôts de titres et effectue pour la Confédération des opérations sur le marché monétaire et sur le marché des changes. Les services bancaires rendus à la Confédération sont régis par une convention conclue entre l'Administration fédérale des finances et la Banque nationale.

**Services bancaires fournis à la Confédération**



La Banque nationale est une société anonyme de droit fédéral régie par une loi spéciale. Elle est administrée conformément à cette loi, avec le concours et sous la surveillance de la Confédération. Les actions sont nominatives et cotées à la Bourse suisse. Le capital-actions est de 25 millions de francs. Environ la moitié des actions sont détenues par des collectivités et établissements suisses de droit public (cantons, banques cantonales, etc.). Le reste est pour l'essentiel en mains de particuliers. La Confédération ne possède aucune action.

---

#### **Provisions et répartition du bénéfice**

La loi sur la Banque nationale comprend des dispositions spéciales sur la détermination du bénéfice (art. 30 LBN). Selon ces dispositions, la BNS doit, à partir de ses revenus, constituer d'abord des provisions suffisantes pour maintenir les réserves monétaires au niveau requis par la politique monétaire. A cette fin, la Banque nationale se fonde sur l'évolution de l'économie suisse tout en tenant compte des risques découlant de l'accroissement de son bilan. Ainsi, le montant attribué chaque année à la provision pour réserves monétaires a été relevé, depuis l'exercice 2011, de manière à correspondre au double du taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) nominal des cinq dernières années. A partir de l'exercice 2016, l'attribution annuelle doit en outre s'élever à 8% au moins du solde de la provision pour réserves monétaires enregistré à la fin de l'exercice précédent. Depuis 2020, finalement, l'attribution minimale s'élève à 10%. Le produit restant représente le bénéfice pouvant être distribué. L'art. 31 LBN prévoit que, sur le bénéfice annuel distribuable, une part est affectée au versement d'un dividende représentant au maximum 6% du capital-actions, et que le solde revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons.

Etant donné la forte fluctuation des revenus de la BNS, la loi sur la Banque nationale prévoit d'assurer une répartition constante. Le montant annuel du bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons est fixé dans une convention conclue entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale, qui vise un lissage sur plusieurs années. A cet effet, la Banque nationale gère dans son bilan une réserve pour distributions futures. La convention portant sur les exercices 2020 à 2025 prévoit une distribution annuelle de 6 milliards de francs au maximum, pour autant que la situation financière de la BNS le permette. Ainsi, ce montant est versé si le bénéfice porté au bilan est d'au moins 40 milliards de francs

---

#### Organisation interne

L'organisation interne est régie par la loi sur la Banque nationale et par le Règlement d'organisation. La BNS a deux sièges, l'un à Berne et l'autre à Zurich, ainsi qu'une succursale à Singapour. Elle dispose également de représentations dans les villes de Bâle, de Genève, de Lausanne, de Lucerne, de Lugano et de Saint-Gall, où œuvrent des déléguées et délégués aux relations avec l'économie régionale. Ces derniers sont chargés, comme leurs homologues basés aux sièges de Zurich et de Berne, d'observer l'évolution économique sur le plan régional et d'expliquer la politique de la Banque nationale. Pour la mise en circulation et la reprise de billets et de pièces, la Banque nationale dispose en outre de treize agences gérées par des banques cantonales.

La Banque nationale compte trois départements. Les unités d'organisation des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> départements sont pour la plupart à Zurich, alors que celles du 2<sup>e</sup> département sont en majorité à Berne. Chacun des trois départements est dirigé par un membre de la Direction générale et son suppléant.



<b>Assemblée générale</b>	L'Assemblée générale des actionnaires a lieu chaque année, habituellement en avril. En raison du caractère public des tâches assignées à la BNS, les pouvoirs de cet organe sont fortement limités en comparaison avec une société anonyme de droit privé.
<b>Conseil de banque</b>	Le Conseil de banque surveille et contrôle la gestion des affaires de la BNS. Il compte onze membres. Le Conseil fédéral en nomme six, dont le président et le vice-président, et l'Assemblée générale en élit cinq. Le Conseil de banque constitue en son sein un Comité d'audit, un Comité des risques, un Comité de rémunération et un Comité de nomination.
<b>Organes de direction</b>	<p>La Direction générale est l'organe exécutif suprême de la Banque nationale. Elle compte trois membres. Il lui appartient notamment de prendre les décisions de politique monétaire, de fixer la stratégie pour le placement des actifs, de contribuer à la stabilité du système financier et d'assurer la coopération monétaire internationale. Elle représente la BNS auprès du public.</p> <p>La Direction générale élargie est formée des trois membres de la Direction générale et de leurs trois suppléants. Elle arrête les principes stratégiques relatifs à la gestion des affaires.</p>

Le Collège des suppléants est responsable de la gestion opérationnelle et assure la coordination pour toutes les questions relevant de l'exploitation et ayant une portée interdépartementale.

Les membres de la Direction générale et leurs suppléants sont nommés par le Conseil fédéral, pour une période administrative de six ans, sur proposition du Conseil de banque. Leur mandat est renouvelable.

Fin 2020, la BNS employait 950 personnes, soit 871 équivalents plein temps. Les domaines de formation des collaboratrices et collaborateurs sont principalement l'économie, le droit, les sciences politiques, le secteur bancaire, l'informatique, la logistique, la technique ou le commerce. La Banque nationale occupait en outre 24 personnes en formation.

**Effectifs**

# Organigramme

Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2021

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**ORGANE DE RÉVISION**

**CONSEIL DE BANQUE**

**RÉVISION INTERNE**

**DIRECTION GÉNÉRALE**

**DIRECTION GÉNÉRALE ÉLARGIE**

**COLLÈGE DES SUPPLÉANTS**

**1<sup>er</sup> DÉPARTEMENT**

**Secrétariat général**

Secrétariat des organes de la Banque

Communication

Documentation

Coordination de la recherche, éducation et durabilité

**Affaires économiques**

Analyses de politique monétaire

Prévisions et analyses Suisse

Prévisions et analyses Monde

Science des données économiques

Relations avec l'économie régionale

**Coopération monétaire internationale**

Coordination multilatérale

Analyses de politique économique internationale

Coopération bilatérale

**Statistique**

Balance des paiements et Comptes financiers de la Suisse

Statistique bancaire

Publications et banques de données

**Affaires juridiques**

**Compliance**

**Ressources humaines**

**Immeubles et services**

---

## 2<sup>e</sup> DÉPARTEMENT

---

### **Stabilité financière**

---

Système bancaire  
Banques d'importance systémique  
Surveillance

---

### **Billets et monnaies**

---

Assistance technique des opérations  
Approvisionnement et logistique  
Traitement du numéraire  
Circulation du numéraire

---

### **Comptabilité**

---

### **Controlling**

---

### **Gestion des risques**

---

### **Risques opérationnels et sécurité**

---

---

## 3<sup>e</sup> DÉPARTEMENT

---

### **Marchés monétaire et des changes**

---

Marché monétaire  
Devises et or

---

### **Gestion des actifs**

---

Gestion de portefeuille  
Négoce de portefeuille

---

### **Opérations bancaires**

---

Analyses des opérations bancaires  
Middle office  
Back office

---

### **Informatique**

---

Applications de banque centrale  
Systèmes d'informations statistiques et économiques  
Gestion interne  
Infrastructure  
Services informatiques centraux

---

### **Analyse des marchés financiers**

---

### **Singapour**

---

Le mandat de la Banque nationale découle de la Constitution fédérale (Cst.). La loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (LBN) concrétise ce mandat et fixe, avec ses différentes dispositions d'exécution et la loi fédérale du 22 décembre 1999 sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP), le cadre légal dans lequel la Banque nationale exerce son activité.

#### Constitution fédérale

En vertu de l'art. 99 Cst., la BNS doit mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays.

L'art. 99 Cst. inscrit en outre dans le droit constitutionnel l'indépendance de la Banque nationale et fait obligation à celle-ci de constituer, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes, dont une partie en or. L'indépendance et les réserves monétaires doivent contribuer à asseoir la confiance du public dans la stabilité de la valeur de la monnaie. Enfin, conformément à la Constitution, la BNS doit verser au moins deux tiers de son bénéfice net aux cantons (voir chapitre 10, Répartition du bénéfice).

#### Loi sur la Banque nationale et dispositions d'exécution

L'activité de la Banque nationale est régie en premier lieu par la LBN. Celle-ci concrétise le mandat constitutionnel (art. 5) et l'indépendance de la BNS (art. 6) ainsi que l'obligation qui incombe à cette dernière d'informer et de rendre compte au Conseil fédéral, au Parlement et au public (art. 7). Les opérations de la BNS sont décrites aux art. 9 à 13 LBN.

En outre, la LBN fournit les bases légales pour l'établissement de statistiques portant sur les marchés financiers (art. 14 à 16), l'obligation faite aux banques de détenir des réserves minimales (art. 17 et 18) et la surveillance des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique (art. 19 à 21).

Les dispositions détaillées relatives à ces attributions en matière de politique monétaire figurent dans l'ordonnance de la Banque nationale (OBN) arrêtée par la Direction générale ainsi que dans la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF).

La LBN concrétise également l'obligation, ancrée dans la Constitution, pour la Banque nationale de constituer, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes. Elle contient, aux art. 30 et 31, des règles explicites sur la détermination et la répartition du bénéfice.

Enfin, la LBN pose les bases de l'organisation de la Banque nationale (art. 3 et 33 à 48). Des précisions dans ce domaine figurent dans le Règlement d'organisation (ROrg), qui est édicté par le Conseil de banque et approuvé par le Conseil fédéral.

La Banque nationale recourt principalement à des instruments opérationnels pour mettre en œuvre sa politique monétaire. Ceux-ci sont énumérés à l'art. 9 LBN. Des précisions à ce sujet figurent dans les Directives générales de la Banque nationale suisse sur ses instruments de politique monétaire et dans les Directives générales de la Banque nationale suisse sur la politique de placement.

La loi fédérale du 22 décembre 1999 sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP) désigne le franc comme unité monétaire et régit toutes les questions d'intérêt public en rapport avec l'unité monétaire et les moyens de paiement ayant cours légal. Ceux-ci sont constitués non seulement des pièces et des billets de banque, mais aussi des avoirs à vue, en francs, qui sont détenus en comptes de virement à la BNS. La Banque nationale fixe les critères d'accès des acteurs du trafic des paiements à un compte de virement.

**Loi fédérale sur  
l'unité monétaire et les  
moyens de paiement**

Le statut de la Suisse en tant que membre du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale est régi par la loi fédérale du 4 octobre 1991 concernant la participation de la Suisse aux institutions de Bretton Woods. Cette loi règle également la collaboration entre la Confédération et la Banque nationale dans le cadre du FMI. Ainsi, le Conseil fédéral nomme, en accord avec la Banque nationale, les représentants de la Suisse au FMI. Une convention régit la marche à suivre pour les prises de position à remettre au FMI.

La loi fédérale du 19 mars 2004 sur l'aide monétaire internationale (LAMO) clarifie la répartition des tâches entre la Confédération et la BNS concernant l'octroi de crédits d'aide monétaire. La Banque nationale peut être chargée par le Conseil fédéral d'accorder des prêts ou des garanties en cas de sérieuses perturbations du système monétaire international. Un crédit-cadre de 10 milliards de francs est prévu à cet effet. La BNS peut aussi être appelée à accorder des prêts à des fonds spéciaux ou à d'autres mécanismes du FMI ou à fournir à certains pays des crédits bilatéraux d'aide monétaire.

Enfin, la participation de la Suisse aux nouveaux accords d'emprunt (NAE) du FMI repose sur des arrêtés fédéraux ad hoc. Ceux-ci prévoient que la BNS est l'institution participante et qu'elle peut accorder les crédits concernés au FMI. La BNS participe aux NAE à hauteur de 14,2 milliards de francs au maximum.



# Annexes

---

## 1 PUBLICATIONS ET MOYENS D'INFORMATION

### Sites Internet

#### **WWW.SNB.CH**

La Banque nationale présente, dans diverses rubriques de son *site Internet*, des informations sur son organisation et ses tâches, ainsi que des statistiques et ses publications. Ce site Internet propose en outre des informations destinées aux médias, aux intervenants sur les marchés financiers, aux actionnaires et au public, en français, en allemand, en italien et en anglais.

La Banque nationale publie sur son site ses *communiqués de presse*, les *exposés* des membres de la Direction générale et, chaque semaine, les *Données importantes de politique monétaire*, soit le taux directeur de la BNS, le SARON, le taux spécial, le taux d'intérêt appliqué aux avoirs en comptes de virement et le facteur d'exonération. Lesdites données comprennent également des indications sur les avoirs à vue à la Banque nationale ainsi que sur l'exigence en matière de réserves minimales et sur son respect par les banques.

Le site de la Banque nationale offre également un *glossaire*, qui regroupe les principaux termes du monde de la finance et de la politique monétaire. La rubrique *Questions et réponses* traite de thèmes qui concernent l'institution.

#### **HTTPS://DATA.SNB.CH**

Sur son *portail de données*, la BNS met à disposition un grand nombre de données statistiques essentielles à la politique monétaire et à l'observation de l'économie. Les statistiques que la Banque nationale dresse sur les banques, les marchés financiers, la balance des paiements, les investissements directs, la position extérieure et les comptes financiers de la Suisse représentent une base importante de données. Le portail de données propose des tableaux et des graphiques paramétrables, des séries chronologiques complémentaires et une infothèque. Cette dernière contient des informations sur le portail de données, une page qui présente les données disponibles et fournit de brèves explications sur le contexte pour chaque section et des *dossiers thématiques* étroitement liés aux données publiées.

## CHAÎNE YOUTUBE ET COMPTE TWITTER

Réseaux sociaux

La Banque nationale propose une offre étendue de *vidéos* sur sa *chaîne Youtube*. De nombreux films présentent les éléments graphiques et les éléments de sécurité dont sont dotés les billets de banque ainsi que leur processus de fabrication. Le film «La Banque nationale suisse – Son action et son fonctionnement», d’une durée de 15 minutes, donne un aperçu de l’institution et de la conduite de la politique monétaire. Les films sont disponibles en français, en allemand, en italien et en anglais. La chaîne Youtube propose en outre les enregistrements vidéo des conférences de presse et des assemblées générales (Web TV), ainsi que ceux des événements organisés par la Recherche de la BNS (TV-Recherche). La chaîne Youtube et les différents films sont disponibles sur le site Internet de la BNS.

Sur Twitter, la Banque nationale attire, en quatre langues, l’attention des usagers sur de nouvelles informations et publications disponibles dans son offre en ligne.

## RAPPORT DE GESTION

Publications

Le *Rapport de gestion* se compose du Compte rendu d’activité et du Rapport financier. Dans son *Compte rendu d’activité*, la Banque nationale présente à l’Assemblée fédérale un rapport sur l’accomplissement de ses tâches. Le *Rapport financier* comprend le Rapport annuel et les Comptes annuels de la Banque nationale, dont le bilan, le compte de résultat et l’annexe. Le Rapport de gestion paraît fin mars sous forme électronique et début avril sous forme imprimée, en français, en allemand, en italien et en anglais.

## BULLETIN TRIMESTRIEL

Le *Bulletin trimestriel* comprend le *Rapport sur la politique monétaire*, destiné à la Direction générale pour l’examen trimestriel de la situation économique et monétaire, et la partie *Signaux conjoncturels – Résultats des entretiens menés par la BNS avec les entreprises*. Il est publié à la fin des mois de mars, de juin, de septembre et de décembre en français, en allemand et en italien (sous forme imprimée et électronique); la version anglaise, quant à elle, paraît uniquement en ligne.

### **RAPPORT SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE**

Le *Rapport sur la stabilité financière* contient une appréciation de la stabilité du secteur bancaire suisse. Il paraît chaque année en anglais au mois de juin, puis en français et en allemand au mois de septembre (sous forme imprimée et électronique).

### **RAPPORT SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS**

La publication *Investissements directs* paraît chaque année en français, en allemand et en anglais (sous forme imprimée et électronique). Elle commente l'évolution des investissements directs suisses à l'étranger et des investissements directs étrangers en Suisse. Elle paraît chaque année au mois de décembre.

### **SNB ECONOMIC STUDIES, SNB WORKING PAPERS ET SNB RESEARCH REPORT**

La Banque nationale publie des articles et travaux de recherche économiques dans ses *Swiss National Bank Economic Studies* et ses *Swiss National Bank Working Papers*. La langue de parution est en général l'anglais (sous forme imprimée et électronique, ou seulement sous forme électronique). Le *Swiss National Bank Research Report* revient sur les travaux de recherche menés par la Banque nationale au cours de l'année écoulée (publication en anglais, sous forme électronique).

### **RAPPORT DE DURABILITÉ**

Le *Rapport de durabilité* expose l'application par la Banque nationale du principe de durabilité dans les domaines touchant au personnel, à la société et à l'environnement. Il paraît chaque année en français, en allemand, en italien et en anglais (sous forme électronique).

### **BANQUE NATIONALE SUISSE 1907-2007**

L'*ouvrage commémoratif* paru à l'occasion du centenaire de la Banque nationale retrace l'histoire de cette dernière et traite de différents sujets portant sur la politique monétaire. Il est disponible en librairie en italien et en anglais (les versions française et allemande sont épuisées). Les versions électroniques sont disponibles en ligne dans les quatre langues.

## **LA BANQUE NATIONALE SUISSE À BERNE – UNE CHRONIQUE ILLUSTRÉE**

L'ouvrage *La Banque nationale suisse à Berne – Une chronique illustrée* a été publié en collaboration avec la Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS) à l'occasion du centenaire de l'inauguration du bâtiment principal sis Place fédérale 1, à Berne. La version électronique de cette publication bilingue (allemand/français) peut être consultée sur [www.snb.ch](http://www.snb.ch), La BNS/Histoire/Publications/Les 100 ans du bâtiment de la BNS à Berne.

## **MONETARY ECONOMIC ISSUES TODAY**

Cet ouvrage publié par la Banque nationale à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire d'Ernst Baltensperger réunit 27 contributions proposant un tour d'horizon de l'économie monétaire et une synthèse de l'état actuel de la recherche. Il est disponible en librairie.

## **NOTRE BANQUE NATIONALE**

*Notre Banque nationale*, moyen d'information destiné aux écoles et à un large public, se trouve sur le site <https://our.snb.ch> et explique de façon simple et claire le monde de la Banque nationale, la politique monétaire, l'importance de la stabilité des prix, l'histoire du cours plancher et d'autres thèmes. Cette documentation est disponible en français, en allemand, en italien et en anglais et peut être obtenue dans ces quatre langues sous la forme d'une brochure (en version imprimée et électronique).

Offre de formation

## **ICONOMIX**

*Iconomix* est une offre de formation proposée en ligne par la Banque nationale. Elle comprend un matériel d'enseignement varié, à télécharger ou à commander. Elle s'adresse principalement aux enseignants du degré secondaire II (gymnases et écoles professionnelles) qui donnent des cours portant sur l'économie et la société, mais est aussi librement accessible au grand public. Cette offre existe en français, en allemand et en italien; certains contenus sont également proposés en anglais. Le site est accessible sur [www.iconomix.ch](http://www.iconomix.ch).

Banque nationale suisse, Bibliothèque

E-mail: [library@snb.ch](mailto:library@snb.ch)

Téléphone: + 41 58 631 11 50

Courrier postal: Case postale, 8022 Zurich

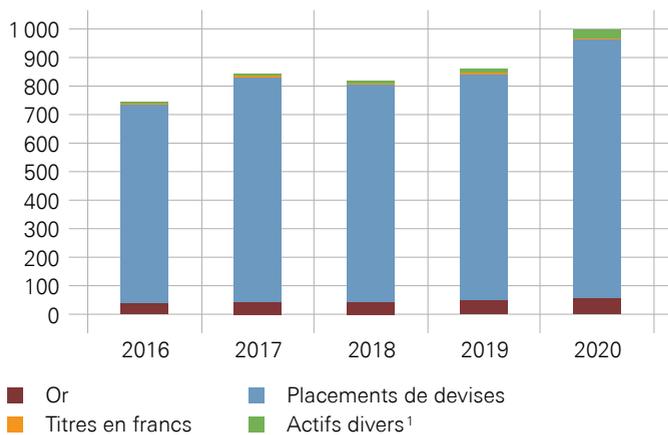
Adresse: Forum BNS, Fraumünsterstrasse 8, 8001 Zurich

Commandes de  
publications et de  
moyens d'information

## 2 BILAN DE LA BANQUE NATIONALE (DONNÉES AGRÉGÉES)

### ACTIFS EN FIN D'EXERCICE

En milliards de francs

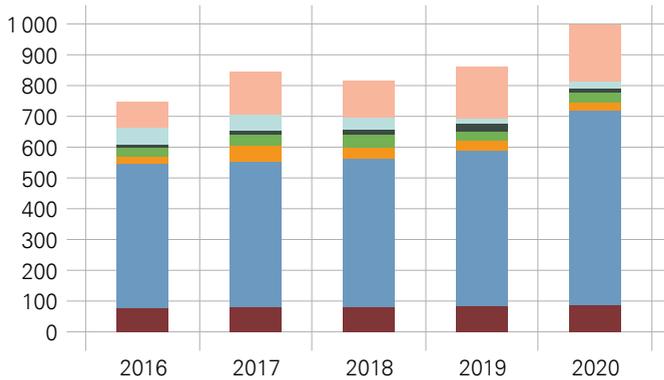


1 Position de réserve au FMI, moyens de paiement internationaux, crédits d'aide monétaire, créances résultant de pensions de titres en dollars des Etats-Unis, créances résultant de pensions de titres en francs, prêts gagés, immobilisations corporelles, participations et autres actifs.

Source: BNS.

## PASSIFS EN FIN D'EXERCICE

En milliards de francs



- Billets de banque en circulation
- Comptes de virement des banques résidentes
- Comptes de virement de banques et d'institutions non résidentes
- Autres engagements à vue
- Engagements envers la Confédération
- Passifs divers <sup>1</sup>
- Fonds propres <sup>2</sup>

1 Autres engagements à terme, engagements en monnaies étrangères, contrepartie des DTS alloués par le FMI et autres passifs.

2 Provision pour réserves monétaires, capital-actions, réserve pour distributions futures (avant affectation du bénéfice) et résultat de l'exercice.

Source: BNS.

### 3 ADRESSES

<b>Sièges</b>	Berne	Place fédérale 1 Case postale, 3003 Berne	Tél. +41 58 631 00 00 Fax +41 58 631 50 00 E-mail <a href="mailto:snb@snb.ch">snb@snb.ch</a>
	Zurich	Börsenstrasse 15 Case postale, 8022 Zurich	Tél. +41 58 631 00 00 Fax +41 58 631 50 00 E-mail <a href="mailto:snb@snb.ch">snb@snb.ch</a>
<b>Représentations</b>	Bâle	Freie Strasse 27 Case postale, 4001 Bâle	Tél. +41 58 631 40 00 E-mail <a href="mailto:basel@snb.ch">basel@snb.ch</a>
	Genève	Rue de la Croix-d'Or 19 Case postale, 1211 Genève	Tél. +41 58 631 40 20 E-mail <a href="mailto:geneve@snb.ch">geneve@snb.ch</a>
	Lausanne	Avenue de la Gare 18 Case postale, 1001 Lausanne	Tél. +41 58 631 40 10 E-mail <a href="mailto:lausanne@snb.ch">lausanne@snb.ch</a>
	Lucerne	Münzgasse 6 Case postale, 6007 Lucerne	Tél. +41 58 631 40 40 E-mail <a href="mailto:luzern@snb.ch">luzern@snb.ch</a>
	Lugano	Via Giovan Battista Pioda 6 6900 Lugano	Tél. +41 58 631 40 60 E-mail <a href="mailto:lugano@snb.ch">lugano@snb.ch</a>
	Saint-Gall	Neugasse 43 Case postale, 9004 Saint-Gall	Tél. +41 58 631 40 70 E-mail <a href="mailto:st.gallen@snb.ch">st.gallen@snb.ch</a>
<b>Agences</b>	La Banque nationale suisse a également des agences, gérées par des banques cantonales, dans les localités suivantes: Appenzell, Coire, Fribourg, Genève, Glaris, Liestal, Lucerne, Sarnen, Schaffhouse, Schwyz, Sion, Stans et Zoug.		
<b>Succursale à l'étranger</b>	Singapour	8 Marina View #35-02 Asia Square Tower 1 Singapore 018960	Tél. +65 6580 88 88 E-mail <a href="mailto:singapore@snb.ch">singapore@snb.ch</a>
<b>Bibliothèque</b>		Forum BNS Fraumünsterstrasse 8 8001 Zurich	Tél. +41 58 631 11 50 Fax +41 58 631 50 48 E-mail <a href="mailto:library@snb.ch">library@snb.ch</a>



**Editeur**

Banque nationale suisse  
Secrétariat général  
Börsenstrasse 15  
CH-8001 Zurich

**Langues**

Français, allemand, italien et anglais

**Conception**

Interbrand AG, Zurich

**Composition et impression**

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

**Copyright**

La reproduction et l'utilisation des chiffres et des textes à des fins non commerciales sont autorisées avec indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, après des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

**Illustrations**

© Photographies pages 4, 13, 23, 36, 42 et 45: SNB/BNS

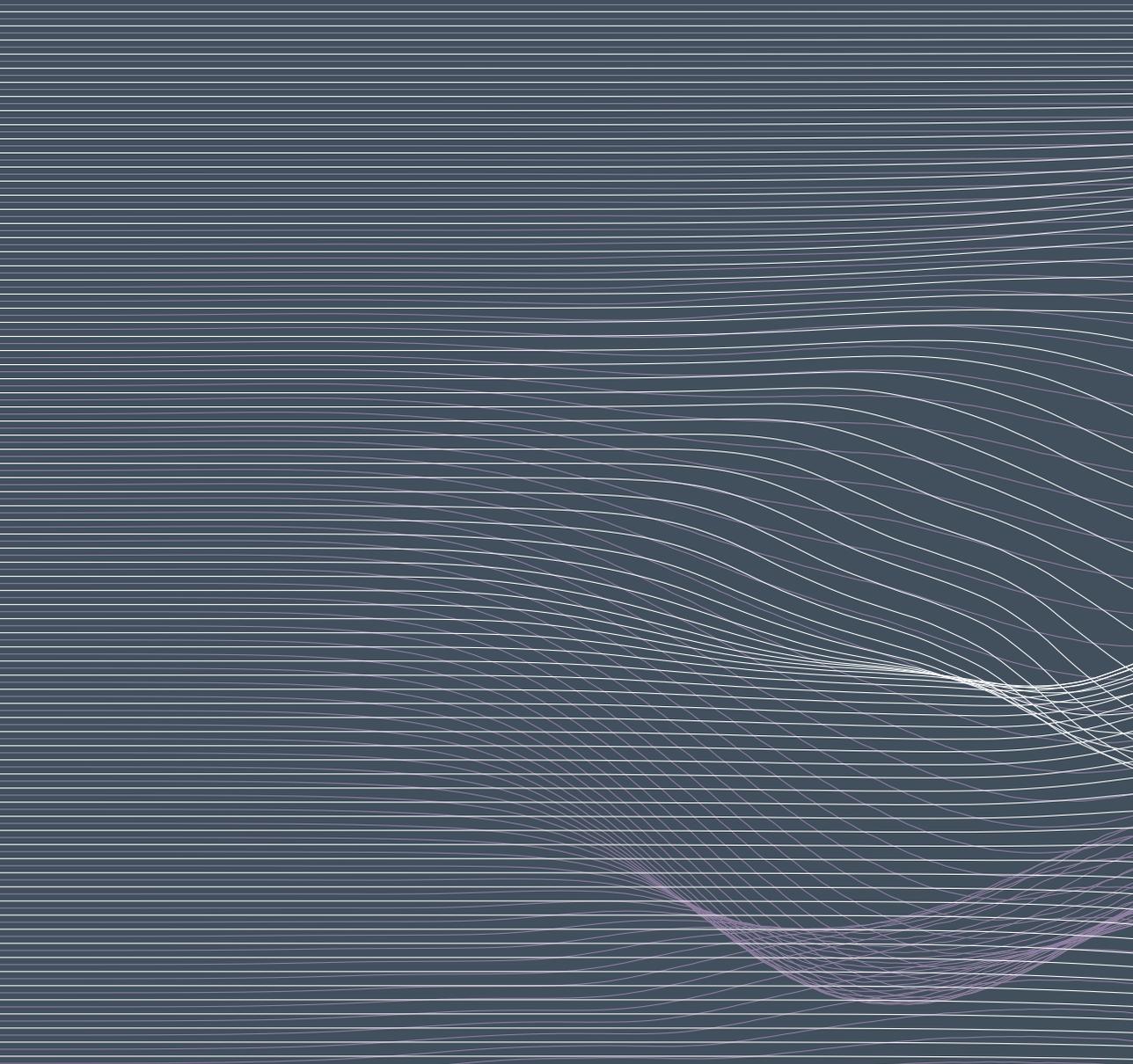
© Photographies pages 8, 17, 32 et 53: Leo Fabrizio

**Edition**

16<sup>e</sup> édition, juillet 2021







SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK

